

Zeitschrift: Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses

Herausgeber: Alliance nationale de sociétés féminines suisses

Band: 42 (1954)

Heft: 816

Artikel: Fribourg

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-268214>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

VAUD

Groupe libéral

Le groupe des Femmes libérales de Lausanne s'est réuni sous la présidence de Mme B. Grossi, assistée de Mme Paul Weber, secrétaire. Après une discussion animée, et à l'unanimité, il a exprimé son opposition à l'ordonnance fédérale qui mobilise les femmes jusqu'à 65 ans, dans la défense aérienne ; il ne saurait être question de mobiliser obligatoirement les femmes à qui, depuis 35 ans, on refuse obstinément les droits civiques.

Le groupe a décidé de consacrer une séance à l'assurance-maternité.

Groupe radical

Le jeudi 6 mars, s'est tenue, au Cercle démocratique, sous la présidence de Mlle G. Perret, l'assemblée mensuelle du groupe féminin du Parti radical lausannois.

Mme R. Cuche a parlé d'une des libertés démocratiques : *La liberté d'enseignement*, causerie suivie avec un vif intérêt.

GENÈVE

L'association genevoise suit de près la question du règlement relatif à l'interruption thérapeutique de la grossesse et demande à faire entendre son avis. On trouvera en p. 2 les échos de cette polémique.

BERNE

Section de la Neuveville

Un groupe sympathique, dont un bon nombre de jeunes filles, était réuni vendredi soir 26 février, à l'Hôtel du Lac. Présenté par notre présidente, Mlle R. Eguet, Mme Andrée Sandoz de Neuchâtel, avec une charmante simplicité, conquit sans peine son auditoire et il lui fut facile de démontrer que la femme non seulement pouvait, mais devait voter, ce droit entraînant pour la femme comme pour l'homme des devoirs et des responsabilités. Passant en revue les objections courantes des adversaires du suffrage féminin, Mme Sandoz les réfuta sans peine par des arguments pertinents pleins de cœur et de bon sens. Ces paroles du Conseiller fédéral Petitpierre, prononcées lors de la campagne féministe dans le canton de Neuchâtel, sont le juste reflet de sa cause : « Où a admis pendant longtemps que la politique était un art ou plus simplement une activité réservée à des spécialistes. Ce point de vue est faux en ce qui concerne la démocratie, régime de liberté, mais aussi et surtout régime de responsabilité. Il n'y a pas un citoyen, pas une personne qui, dans une véritable démocratie, ait le droit de se désintéresser des affaires publiques, qui ne sont ni les affaires d'un Etat anonyme, ni les affaires d'une majorité ou d'une minorité, mais celles de tous. » Pour conclure, la conférencière exprime le vœu que les femmes ne soient pas uniquement servantes ou robots d'usine, que femmes mariées ou célibataires, elles soient capables de s'élever au-dessus de leur tâche quotidienne et soient partie intégrante, réellement vivante de l'humanité en devenir. La projection du film de Macolin où les participants à cette journée se reconnaissent sur l'écran, amusa et intéressa chacun. Le thé qui suivit permit des échanges amicaux et pendant ce temps la vente des billets et le tirage de la tombola allaient bon train. Un chaleureux merci à toutes les personnes qui contribueront au succès de cette soirée.

L. D.

Groupe romand

Le Groupe romand pour le suffrage féminin a consacré sa réunion du début de mars à l'Ordinance du Conseil fédéral du 26 janvier 1954 concernant les organismes civils de protection et de secours. M. Joseph Martin, du Service fédéral de protection antiaérienne, avait bien voulu accepter de faire un exposé à ce sujet.

Très bien documenté sur les effets des bombardements qui ravagèrent les pays en guerre pendant les derniers conflits — surtout pendant la sombre période 1939-1945 — M. Martin démontre que l'Ordinance fédérale arrive à son heure. Il ne s'agit nullement de préparation guerrière, mais du souci de notre gouvernement de prendre des mesures pour protéger la population civile si, malheureusement, une troisième conflagration mondiale devait éclater. Les improvisations de la dernière minute ne pourraient que compliquer et aggraver la situation ; c'est pourquoi, en temps de paix, il faut prévoir et organiser.

M. Martin ne put ou ne voulut, certes, expliquer pourquoi l'Ordinance dit, dans son article 10, que toute personne âgée de 15 à 65 ans, *sans distinction de sexe*, est tenue d'accomplir les obligations, etc., etc. Son ex-

Nos suffragistes à l'œuvre

Mobilisation des femmes en Suisse

L'ordonnance de 1934 que le Conseil fédéral vient de tirer d'un tas de paperasses, ordonnances et arrêtés plus ou moins périmés, fait un beau tapage, non seulement chez les femmes, qu'il mobilise jusqu'à l'âge de 65 ans, mais dans les cercles masculins, qui mettent en doute sa constitutionnalité, pour ne pas parler de son utilité.

Laissant à d'autres le soin d'étudier la valeur de cette ordonnance soustraite à la votation des seuls citoyens, nous disons la stupéfaction des femmes que le Conseil fédéral prétend mobiliser dans la défense aérienne jusqu'à l'âge de 65 ans. Nous ne sommes pas citoyennes, disent-elles ; nous ne sommes pas astreintes au service militaire, et ce n'est pas en vertu d'un texte vieux de vingt ans que nous devons devenir des soldats sans carte civique, ni droits politiques.

Une fois de plus, on s'étonne de la dé-

sinvolture officielle quand il s'agit de femmes. En vertu de l'article 4 de la Constitution fédérale, tous les Suisses sont égaux devant la loi ; les femmes suisses devraient donc être considérées comme des citoyens ; on répond que telle n'était pas l'intention du législateur et l'on s'en tient au sens restreint et masculin du mot « suisse ». L'article 18 affirme que tout Suisse est tenu au service militaire. Si on refuse d'englober les femmes dans les Suisses égaux devant la loi, il va sans dire que l'article 18 ne désigne que les hommes. D'ailleurs il faudra bien un jour reviser la Constitution fédérale et donner au mot « suisse » un sens uniforme ; tantôt, il embrasse les hommes seulement, tantôt, le peuple fait d'hommes et de femmes. Pour une charte fondamentale, notre Constitution fait montre d'une singulière imprécision dans les termes. S. F.

FRIBOURG

La femme, cet être inférieur

Sous ce titre, le périodique Trente Jours a publié un article sur le reclassement des fonctionnaires fribourgeois dont nous citons les lignes suivantes :

Le canton de Fribourg vient de procéder à un reclassement des fonctionnaires. Avec examen, détaillé de tout ce qu'on demande à celui qui remplit une tâche déterminée. On a créé dix-neuf ou vingt classes de fonctionnaires. Je ne puis dire au juste, car je n'ai pas le papier sous les yeux. Mais peu importe que ce soit dix-neuf ou vingt. Je crois que c'est dix-neuf. Or, en aucun cas une femme ne peut dépasser la quinzième classe. Pour éviter toute équivoque, je précise encore que la dix-neuvième classe est la dernière, la plus médiocrement payée. Autrement dit une femme, quelles que soient ses qualités personnelles, ses titres et diplômes, ses références, ses années de pratique dans des entreprises autrement compliquées que celle d'une administration cantonale, ne pourra jamais dépasser une situation qui correspond, dans l'échelle des traitements, à celle d'un manœuvre qualifié. Prendons un cas précis. Une femme qui aura travaillé dix ans dans des organisations internationales, qui aura de vastes connaissances, qui aura un titre d'avocate, qui aura toutes les qualités qui ont permis à des femmes de devenir ambassadeur des Etats-Unis, cette femme ne pourra jamais dépasser la quinzième classe dans l'administration fribourgeoise alors que rien n'empêche un chef-porcher, considéré comme contremaître parce qu'il a trois hommes sous ses ordres pour soigner les cochons, d'atteindre la treizième classe, et avec un salaire supérieur, évidemment.

Mieux encore. Il est établi qu'à égalité de fonctions une femme sera toujours deux classes en dessous de l'homme. Un cas existe. Une avocate est greffière-adjointe dans un tribunal. Or, tous les greffiers-adjoints sont en dixième classe ; elle est en douzième.

Vous me direz que je me contredis puisque je signale une femme qui est en douzième classe alors que je viens de dire que nos compagnes ne peuvent dépasser la quinzième. Entendons-nous bien. La nouvelle classification vient d'être établie et ce sont les futures engagées qui ne pourront dépasser la quinzième classe. Celles qui sont déjà en fonctions sont au bénéfice de la situation acquise. On n'a tout de même pas osé leur diminuer leur traitement de quelque trois cents francs par mois.

Vous trouvez que c'est juste, ça, vous ? Moi pas du tout. Et je pense qu'il faut avoir l'esprit drôlement tordu pour trouver une justification à cette manière de procéder.

Marc Waeber

BALE

A la suite de la consultation féminine de Bâle, les 20 et 21 février, on annonce que la consultation des électeurs, sur la question du droit de vote féminin, ne saurait avoir lieu avant le mois de juillet, au plus tôt.

A la Halle aux Chaussures

Maison fondée en 1870
Mme Vve L. MENZONI
Solidité - Elegance - 5% d'escompte en tickets jaunes
17, Cours de Rive, Angle Boulevard Helvétique, 30

LE ROSEY

ROLLE
(Hiver à Gstaad)

Institut international de jeunes gens
(9 à 18 ans)

LE GRAND SPÉCIALISTE DU

TAPIS
P. KÖNIG & Cie

Galerie Ste-Luce - Bât. Ciné Rex
Bas du Petit-Chêne - Lausanne

Pour être bien servie,

la ménagère avisée fait ses achats à la

COOPÉ

Escompte 5% Ristourne aux membres

“Nous luttons contre la vie chère”

Le Trousseau et la Literie
du spécialisteA. GRAS & Cie S.A.
COUTANCE 5

Tél. 26464

BAECHLER
teinturier - nettoyeur toutEXTRAIT VITAMINEUX
BEVITA

Pour assaisonner et tartiner

Le meilleur au goût.